

Accusé, le Pakistan dépêche son chef des renseignements

ISLAMABAD (AFP) - Le Pakistan, accusé de plus en plus ouvertement par l'Inde d'être lié d'une manière ou d'une autre aux attaques de Bombay, a décidé vendredi de faire un geste fort et inédit pour se dédouaner: dépêcher son chef du renseignement pour aider à l'enquête.



Le Premier ministre pakistanais Yousuf Raza Gilani, le 26 octobre 2008 à Islamabad (© AFP/Archives - Aamir Qureshi)

Le général Ahmed Shuja Pasha, qui dirige le puissant Inter-Services Intelligence (ISI), va quitter rapidement Islamabad pour aller partager des renseignements avec les enquêteurs en Inde, a annoncé le Premier ministre pakistanais Yousuf Raza Gilani lors d'un discours télévisé.

Effectuée à la requête de l'Inde, il s'agit d'une démarche sans précédent pour les deux pays dans le cadre d'une enquête sur des attentats. Les deux "frères-ennemis" de l'Asie du Sud, qui se sont affrontés dans trois guerres depuis leur création en 1947, accusent régulièrement leurs services de renseignements respectifs de tentatives de déstabilisation.

"Le Premier ministre (indien) Manmohan Singh m'a demandé d'envoyer en Inde le chef de l'ISI pour aider à l'enquête et pour partager des renseignements", avait annoncé auparavant à l'AFP le porte-parole de M. Gilani.

A la télévision, le chef du gouvernement pakistanais a nié toute responsabilité de son pays. "Je le répète, nous n'avons rien à voir avec les attaques de Bombay", a martelé M. Gilani. "Nous voulons coopérer, nous n'avons rien à cacher", a-t-il ajouté, pour expliquer sa décision d'accepter la requête

indienne.

M. Gilani a rappelé que son pays, en proie à une vague d'attentats d'islamistes liés à Al-Qaïda qui a tué près de 1.500 personnes en 16 mois, était également une "victime" du terrorisme.

Le ministre indien des Affaires étrangères Pranab Mukherjee avait affirmé un peu plus tôt que des "éléments au Pakistan étaient responsables" des attaques menées par des islamistes à Bombay. La preuve soutenant cette accusation "ne peut pas être divulguée pour le moment", avait-il ajouté.

Le Premier ministre indien avait menacé jeudi les "pays voisins" de représailles s'ils continuaient à abriter les auteurs des attaques en Inde. Ces pays "auront un prix à payer s'ils ne prennent pas les mesures qui s'imposent", a averti M. Singh.

A chaque attentat perpétré sur son territoire, l'Inde accuse presque systématiquement son ennemi de soutenir, sinon de manipuler, les groupes fondamentalistes musulmans qui en sont les auteurs. Le Pakistan dément toujours et accuse en retour l'Inde de vouloir "déstabiliser" Islamabad.

Depuis 2004, les deux Etats, qui disposent de l'arme nucléaire, sont engagés dans un laborieux processus de paix. C'est dans ce cadre d'ailleurs que le ministre pakistanais des Affaires étrangères, Shah Mehmood Qureshi, se trouvait pour des pourparlers à New Delhi au moment des attaques.

Qualifiant les assaillants d'"animaux barbares", Shah Mehmood Qureshi a toutefois estimé lors d'une rencontre avec la presse que les responsables indiens avaient accusé trop rapidement des "éléments au Pakistan" d'avoir organisé les attaques. Et il a souhaité que les deux pays ne retombent dans l'hostilité d'autrefois.

Les attaques de Bombay avaient été immédiatement revendiquées mercredi soir par un groupe islamiste inconnu, les Moujahidine du Deccan, du nom d'un plateau central de l'Inde.

Mais rapidement, les médias indiens avaient évoqué la piste du Lashkar-e-Taïba, un groupe fondamentaliste musulman pakistanais actif dans l'ouest de l'Inde et qui exige l'indépendance du Cachemire indien, à majorité musulmane.

Le Lashkar a démenti jeudi toute implication et condamné les attaques.

L'Inde a toujours accusé Islamabad de soutenir les groupes islamistes -- parfois indiens d'ailleurs -- qui assurent combattre pour défendre la minorité musulmane "persécutée", selon eux, par la majorité hindoue.

Ces groupes sont soupçonnés d'être soutenus et entraînés par Al-Qaïda et les talibans pakistanais, qui ont constitué des bastions dans les zones tribales du nord-ouest du Pakistan et décrété, à l'été 2007, le jihad, la "guerre sainte", contre Islamabad, perpétrant, depuis, la vague d'attentat la plus meurtrière qu'ait connue le Pakistan.